

INSTRUCTION N° 60-158 - A 7  
du 15 Octobre 1960

CLASSEMENT

A 7

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n° .....	du .....

PRODUITS DIVERS DU BUDGET  
« RECETTES DIVERSES DU SERVICE DU CADASTRE »

DOCUMENTS A ANNOTER

- Circulaire n° 2875 du 9 novembre 1931, A, § 1 (abrogée).
- Circulaire n° 474 du 30 juin 1947 (B. S. T. n° 25 R).

A la suite de diverses modifications des textes définissant l'assiette des produits pris en recettes à la ligne ci-dessus désignée du compte 06-014 « Produits divers du budget » ainsi que des règles applicables à leur recouvrement, il a paru souhaitable de rappeler aux Comptables du Trésor les principes qui régissent la matière.

Sont susceptibles d'être imputées à cette ligne, dans l'état actuel de la réglementation, les recettes à provenir :

- de la vente des documents cadastraux dans les communes à cadastre rénové,
- de pénalités prévues par le Code général des Impôts,
- du remboursement de certains frais exposés par le Service du Cadastre.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

G

90

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	RF	P
-----	-----	-----	-----	----	----	---

**INSTRUCTION**  
**N° 60-158 - A 7**  
du  
**15 octobre 1960.**

**1. — Recettes à provenir de la vente de documents cadastraux  
dans les communes à cadastre rénové.**

Aux termes de l'article 24 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du service du cadastre, les dépenses de conservation du cadastre dans les communes à cadastre rénové font l'objet annuellement d'une tenue à jour réalisée aux frais de l'Etat (1).

Les agents gestionnaires des bureaux du cadastre ont, en outre, reçu mission de délivrer au public certains documents, suivant des tarifs fixés par décision ministérielle.

Les documents cadastraux dont la vente est ainsi effectuée au public sont essentiellement les reproductions de plans, les extraits de matrice et états de section, les livrets cadastraux, etc. Certains extraits ou reproductions de documents spéciaux peuvent, en outre, être délivrés au public dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

En compensation des charges et de la responsabilité qu'ils assument, et pour les intéresser au développement des ventes, le décret n° 46-1949 du 5 septembre 1946 prévoit qu'il peut être alloué aux agents du service du cadastre une indemnité variable pour la délivrance des extraits et des reproductions des documents cadastraux dans les communes à cadastre rénové.

Dans chaque département, la délivrance des extraits et des reproductions de documents cadastraux des communes à cadastre rénové est réalisée pour leur compte personnel et sous leur responsabilité par les agents gestionnaires des bureaux du Cadastre. Mais, sur ces produits, le Trésor effectue, en contrepartie des charges qu'il assume, un prélèvement dont le taux est de 85 % ou de 50 % selon qu'il s'agit, d'une part, du produit de la vente de reproductions de plans et images photographiques et de la fourniture du livret cadastral ou, d'autre part, de documents à établir par les agents du Service du Cadastre. Le surplus est acquis à ces derniers agents.

Les dispositions administratives détaillées relatives aux ventes de reproductions ou d'extraits de documents cadastraux ont fait l'objet de l'arrêté du 5 février 1947, et, pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de l'arrêté du 31 mai 1948. Les tarifs actuellement en vigueur résultent d'une décision ministérielle en date du 10 mars 1960 qui les a fixés à la fois pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et pour les autres départements.

Les prélèvements revenant au Trésor sur le produit des ventes et la totalité des droits acquis aux agents du Service du Cadastre sont versés à la Caisse des Trésoriers-Payeurs Généraux, au vu de titres de perception émis, dans les conditions générales prévues pour la mise en recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'Impôt et au Domaine, par les Directeurs départementaux des Contributions directes. Deux titres sont émis en même temps à l'encontre de chaque agent redevable, l'un pour les prélèvements revenant au Trésor, sur le compte 06-014 « *Produits divers* » à la présente ligne, l'autre pour le montant des droits acquis

(1) Lorsqu'elle est reconnue indispensable pour l'identification et la détermination physique des immeubles, la réfection du cadastre est effectuée d'office aux frais de l'Etat. Dans le cas contraire, la rénovation du cadastre ne peut être entreprise qu'à la demande du Conseil Municipal; la commune est alors tenue de rembourser au Trésor une quote-part de la dépense globale. Le montant des versements correspondants est rattaché au budget général par la procédure des Fonds de concours et mis à la disposition du service du cadastre (cf. articles 1, 2, 20 à 23 du décret du 30 avril 1955).

En aucun cas les remboursements de cette nature ne sauraient donc être imputés à la présente ligne du compte « *Produits divers* ». Les Comptables noteront à cet égard la modification apportée par la loi de Finances pour 1959 au libellé de cette ligne qui s'intitulait autrefois : « *Participation des communes pour les dépenses de réfection du cadastre et recettes diverses du Service du Cadastre* » (cf. Instruction n° 59-7 A du 14 janvier 1959).



aux agents du Service du Cadastre, sur le compte 33-006 « *Dépôts au Trésor : Rémunérations accessoires de certains agents de l'Etat et redevances des débits de tabacs* » Subdivision « *Cadastre* », ligne 3 : « *Service Départemental* » ou 4 : « *Service Central* » (1).

**INSTRUCTION**  
**N° 60-158 - A 7**  
**du**  
**15 octobre 1960.**

L'émission des titres de perception et la réalisation des versements sont trimestrielles et concernent les recettes du trimestre précédent. Toutefois, le Directeur des Contributions Directes doit émettre les titres de perception sans délai dans tous les cas où la sauvegarde des intérêts du Trésor le réclame, et en cas de décès ou de mutation de l'agent chargé de la vente des documents.

Chaque titre émis sur le compte « *Produits divers* » doit être accompagné d'un état (modèle n° 3952 de la Direction Générale des Impôts), reproduit en annexe à la présente Instruction, et portant notamment le décompte des prélèvements à opérer au profit du Trésor et des droits acquis aux agents du Service du Cadastre, pour l'ensemble des opérations enregistrées au cours de la période de référence.

Cet état est établi par le Chef du Service départemental des travaux cadastraux et, le cas échéant, par les chefs de bureaux excentrés.

Les titres de perception sont adressés au Trésorier-Payeur Général du Département qui, dans les conditions habituelles, les prend en charge dans ses écritures, les uns au titre de la ligne précitée du compte « *Produits divers* », les autres au titre du compte 33-006. Des doubles des titres sont en outre transmis directement par l'Administration des Contributions Directes aux agents débiteurs qui doivent régler immédiatement les sommes dues, soit par versement en numéraire à la Caisse du Trésorier-Payeur Général, soit par versement ou virement à son compte courant postal, soit par envoi à la Trésorerie Générale d'un chèque barré ou d'un ordre de virement bancaire.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux signalent au Directeur départemental ou au Chef du Service du Cadastre les titres de perception pour lesquels, dans les quinze jours de leur réception, le versement correspondant n'aurait pas été effectué.

Des déclarations de recettes sont délivrées obligatoirement aux agents du Cadastre. Un double de la déclaration de recette portant référence au numéro du titre de perception correspondant est, simultanément, adressé par la Trésorerie Générale à la Direction des Contributions directes.

Les recettes constatées au compte 33-006 ne sont pas justifiées à la Cour des Comptes.

## **2. — Recettes à provenir de diverses pénalités dans les communes à cadastre rénové.**

Aux termes de l'article 820 du Code Général des Impôts, qui reprend les dispositions de l'article 9, 3<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 17 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus économique la revision du Cadastre : « dans les communes où les plans et les registres cadastraux ont été rénovés et revisés, la désignation des immeubles, d'après les données du Cadastre, est obligatoire dans tous les actes authentiques et sous seings privés, ou jugements translatifs ou déclaratifs de propriété ou droits réels immobiliers ».

L'inexécution de ces prescriptions est sanctionnée par une amende de 5 NF prévue par l'article 1785, § 1, de ce même Code.

A la suite de la publication du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, la constatation des infractions a été confiée à l'Administration de l'Enregistrement qui continue, par ailleurs, à recouvrer les amendes correspondantes. (Cf. Instruction de la Direction Générale des Impôts n° 6770 — *Bulletin Officiel du Service de l'Enregistrement et des Domaines* de l'année 1955.)

(1) Le fonctionnement de cette Subdivision, et notamment le paiement des indemnités allouées à ce titre au personnel du Service du Cadastre, sont régis par les dispositions de la circulaire n° 993 du 16 juillet 1951 (B. S. T. n° 37 R).

**INSTRUCTION**  
**N° 60-158 - A 7**  
**du**  
**15 octobre 1960.**

Les recouvrements obtenus au titre de ces amendes sont pris en recette sur les documents de comptabilité du Receveur de l'Enregistrement, au compte 07-008 « *Recettes à imputer p/c Produits du Budget* » à une ligne à ouvrir manuellement, dans les subdivisions laissées en blanc à ce compte, sous l'intitulé « *Recettes diverses du Service du Cadastre...* ». Un état récapitulatif, établi sous forme de titre de perception, est dressé par les Directeurs départementaux de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, pour être joint au registre 90.

A la réception du registre 90, le Trésorier-Payeur Général centralisateur transporte les recettes correspondantes du compte « *Recettes à imputer...* » à la ligne « *Recettes diverses du Service du Cadastre* » du compte « *Produits divers* ». Le titre de perception correspondant, établi par le Directeur, vaut justification de la recette dans les écritures de la Trésorerie Générale.

**3. — Recettes à provenir du remboursement de certains frais  
exposés par le Service du Cadastre dans les communes à cadastre rénové.**

L'article 29 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955 autorise, dans le cas de changement de limites d'une propriété foncière, les parties intéressées à annexer à l'acte une simple esquisse, s'il y a urgence, sauf à produire, dans les deux mois de la passation de l'acte, un procès-verbal de délimitation qui, seul, peut permettre la mise à jour des documents cadastraux.

Si cette pièce n'est pas jointe à l'acte présenté à l'Enregistrement, l'Administration des Contributions directes le fait établir d'office, mais les frais qu'elle engage sont alors recouverts à l'encontre des contrevenants.

En vue de ce recouvrement, le Directeur départemental des Contributions directes établit, sur le rapport du Chef de Service départemental des travaux cadastraux, un mémoire des frais engagés par l'Administration. Cette facture, établie sous forme de titre de perception, est adressée au Trésorier-Payeur Général qui la prend en charge dans ses écritures au titre de la présente ligne et procède au recouvrement de son montant dans les conditions générales du recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*

P. LOUBET



DIRECTION GENERALE  
DES IMPOTS

ANNEXE

SERVICE DU CADASTRE

N° 3952.

CONTRIBUTIONS DIRECTES  
ET CADASTRE

BUREAU

ANNÉE 19.....

d.....

DÉPARTEMENT

d.....

DÉLIVRANCE DES EXTRAITS ET DES REPRODUCTIONS  
DES DOCUMENTS CADASTRAUX

Gestion de M. ....

## DECOMPTÉ

des prélèvements opérés au profit du Trésor et des droits acquis aux agents.

PERIODE DU (1) ..... 19..... au (2) ..... 19.....

### I. — Extrait du livre journal des recettes n° 3950.

LIVRETS CADASTRAUX			Vente de feuilles, de tableaux d'assemblage et d'images photographiques.		DÉLIVRANCE DES EXTRAITS OU COPIES				Mise à jour des reproductions et extraits de plans.	TOTAL des droits. (Col. 7 à 9 + col. 11 à 16.)
Etablissement.		Mise à jour.	Nombre de feuilles, de tableaux ou d'images (3).	Prix des feuilles, des tableaux ou d'images (3).	Etats de section.	Matrices.	Etats de changement.	Plans. Croquis d'arpentage.		
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.	NF.
Total des droits accusé par le livre journal des recettes.			Tarif normal.							
			Tarif réduit.							
			Totaux .....							

### II. — Liquidation des versements.

- 1° Fourniture de livrets cadastraux et vente de feuilles de plans, de tableaux d'assemblage et d'images photographiques.....
- 2° Droits d'établissement, de délivrance et de mise à jour des divers documents.....
- 3° Montant total des versements pour la période considérée.....
- 4° A déduire : Versements déjà effectués (ligne 3° de la dernière liquidation)...
- 5° Montant des versements à effectuer.....

Prélèvements opérés au profit du Trésor.	Droits acquis aux agents.
..... (a)	.....
..... (b)	.....
.....	.....
.....	.....
..... (4)	..... (5)

(a) (Col. 7 + 11 du livre journal) : ..... NF. à 85 %.

(b) (Col. 17 du livre journal) : ..... NF. — (Col. 7 + 11 du livre journal) : ..... NF. = ..... NF. à 50 %.

(1) 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle se rapportent les opérations ou date du point de départ de la gestion si celle-ci est postérieure.

(2) Dernier jour de la période pour laquelle doivent être opérés les versements.

(3) Ces renseignements sont inscrits en interligne : à l'encre rouge en ce qui concerne les agrandissements et les réductions de plans ; à l'encre bleue en ce qui touche les images photographiques.

(4) A verser à la ligne : Recettes diverses du Service du Cadastre » du compte 06-014 « Produits divers ».

(5) A verser au compte n° 33-006 : « Dépôts au Trésor », « Rémunérations accessoires de certains agents de l'Etat et redevances des débits de tabacs ». — « 2° Cadastre ».

Certifié exact par le chef de service départemental des travaux cadastraux (1) soussigné  
— le chef de bureau excentré (1)

A ..... le ..... 19.....

(1) Rayer la mention inutile.